

Stéphane Julien

Interventions

12 textes et interviews

2008-2015

Sommaire

Les nationalisations des banques en période de crise financière octobre 2008	3
Référendum sur la réforme des retraites: bonne idée ou dérivatif ? <i>Communisme-ouvrier</i> n°4, décembre 2010, repris dans <i>Cahiers rouges</i> en 2012	4
Normandie: l'Education en lutte <i>Communisme-ouvrier</i> n°17 février 2012	5
La Bataille socialiste pour un mouvement ouvrier vivant <i>L'Emancipation syndicale et pédagogique</i> juin 2012	6
Entretien avec un chômeur : Les bilans de compétence <i>La Révolution prolétarienne</i> n°778, septembre 2012	9
Reprise des boîtes par les salariés ? <i>Communisme-ouvrier</i> n°24, septembre 2012	12
Le mythe de la révolution bolivarienne <i>Communisme-ouvrier</i> n°26, novembre 2012	13
Le dialogue et la guerre civile <i>Critique sociale</i> n°25, mars 2013	15
Congrès de la FSU: entretien avec Quentin Dauphiné <i>La Révolution prolétarienne</i> n°780, mars 2013	17
Entretien avec le biographe de Fernand Loriot <i>La Révolution prolétarienne</i> n°780, mars 2013	19
Expulsion des étrangers des centres d'hébergement : Une lutte autour d'un lieu réquisitionné à Caen <i>La Révolution prolétarienne</i> n°782, septembre 2013	21
Présentation de Solidarité Irak mars 2015	22
Révolution : La spéculation sur le comment et la nécessité du pourquoi <i>Critique sociale</i> n°35, mai-juin 2015	23

Les nationalisations des banques en période de crise financière

octobre 2008

« Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. » (F. Engels)

L'avancement de la crise financière a entraîné de nouvelles attitudes recourant à l'État comme garantie : émetteur de plans de socialisation des pertes, et maintenant actionnaire de secours. La mode du jour est à la nationalisation des banques, mot d'ordre de gauche mis en œuvre par les libéraux. Que faut-il en penser ?

Commençons par l'Angleterre avec cet extrait d'article paru dans *Le Monde* d'aujourd'hui :

« Londres nationalise partiellement ses plus grandes banques

Alistair Darling, le chancelier de l'Échiquier britannique, a annoncé, mercredi 8 octobre avant l'ouverture des marchés, un plan de sauvetage des banques passant par l'ouverture par la Banque d'Angleterre d'une ligne de crédit de 200 milliards de livres (257 milliards d'euros) et une nationalisation partielle des établissements financiers britanniques à hauteur de 50 milliards de livres.

(...) Huit d'entre elles – Barclays, Royal Bank of Scotland, Lloyds TSB, HBOS, Abbey, HSBC, Nationwide Building Society, Standard Chartered – ont demandé l'entrée de l'État dans leur capital pour une somme qui pourra aller jusqu'à 50 milliards de livres.

(...) Cette nationalisation partielle du secteur bancaire britannique coûtera 2 000 livres sterling à chaque contribuable. »

On note que **ce sont les grandes banques elles-mêmes qui ont « demandé l'entrée de l'État dans leur capital »**. Continuons avec les USA avec cet article, également d'aujourd'hui, sur *Capital.fr* :

« Vers de nouvelles nationalisations de banques aux États-Unis

Après la baisse des taux concertée des banques centrales hier, le gouvernement américain pourrait passer la vitesse supérieure en entrant au capital des banques en difficultés, selon le New York Times.

Pour le quotidien, le gouvernement Bush, qui souhaite relancer au plus vite la machine du crédit aux États-Unis, envisagerait sérieusement cette option alors que le plan Paulson de 700 milliards de dollars, récemment voté au Congrès, lui donne juridiquement la possibilité de le faire.

Les États-Unis pourraient ainsi se porter au chevet des établissements les plus fragilisés par la crise financière. La Maison blanche se réserve aussi le droit de procéder à des prises de participations dans les institutions financières américaines saines, de façon à obliger celles-ci à ouvrir le robinet du crédit.

Cette annonce fait écho au plan de sauvetage présenté hier par Gordon Brown en Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique a décidé d'injecter 50 milliards de livres dans les principales banques de la City, dont Barclays, HBOS ou encore Royal Bank of Scotland. »

En avril dernier, la Réserve fédérale américaine envisageait déjà le recours à des nationalisations bancaires (cf. *Federal Reserve Plans To Nationalize All US Banks, Telegraph, 03-2008*).

En France ce n'est pas seulement Olivier Besancenot, le porte-parole de la LCR, qui demande la nationalisations des banques, mais François Fillon qui annonce qu'il n'hésitera pas à nationaliser pour empêcher les faillites (et « remettre sur le marché » une fois la crise passée). Les capitalistes ne sont pas fétichistes de la forme juridique de la propriété. Si l'État leur est inutilement coûteux pour le social et les services public, il est en revanche précieux comme garantie. **La nationalisation des banques leur est une solution technique opportuniste dans le cadre du capitalisme, au service de celui-ci en temps de crise, une des fonctions premières du crédit (qu'il faut « relancer au plus vite ») étant d'être une avance de trésorerie pour les salaires, condition nécessaire de l'extorsion de plus-value.**

Howard Zinn écrivait très justement hier sur le site de *The Nation* :

« Mais regardons une vérité historique : il n'y a jamais eu de « libre marché ». Nous avons toujours eu un gouvernement intervenant dans l'économie et, en fait, de telles interventions ont été bien reçues par les capitaines d'industrie et des finances. Ces titans de la richesse ne dénoncent le « beaucoup d'État » que

lorsque le gouvernement menace de réguler leurs activités, ou quand ils se rendent compte qu'une partie de la richesse de la nation est destinée aux plus nécessiteux. Ils ne se sont en revanche jamais plaint du « beaucoup d'Etat » quand ça servait leurs intérêts. »

Le mot d'ordre de nationalisations des banques est lancé par la bourgeoisie elle-même pour, via des nationalisations provisoires, y défendre un moyen pour les banques de se renflouer en fonds propres. Quant à ceux qui nous diront qu'il ne s'agit pas (pour eux) de cela, mais de « socialiser » (pas seulement les pertes en attendant la reprivatisation des profits), on s'interrogera donc sur ce que peut bien être la valeur d'une « socialisation » des banques en régime capitaliste pour peu que ce soit autre chose qu'une présentation gauchisante d'une vague idée de banque « sous contrôle » des usagers, « participative » comme on dit maintenant : **apprendre à autogérer le crédit qui permettra sa propre exploitation ?** ou plutôt : diffuser l'illusion que le capitalisme marcherait mieux s'il était géré plus démocratiquement ? Mais à quoi bon, peut-être, engager de telles méditations puisque la seule chose qui en restera c'est un sentiment de caution politique donnée à l'idée au moment même où la bourgeoisie s'en sert pour se renflouer à nos dépens.

Ce qui fait le succès à gauche du mot d'ordre bourgeois de nationalisation des banques en faillite, c'est qu'il rencontre de vieux mythes, qu'ils soient réformistes, considérant qu'une grande banque d'État est l'outil nécessaire d'une politique keynésienne et protectionniste, ou trotskystes, considérant que *plus d'État* rapprocherait d'un socialisme réduit à un changement de forme juridique de la propriété. Rosa Luxemburg disait il y a plus d'un siècle que « la reprise par l'État actuel ne modifie nullement le caractère capitaliste de la propriété ». Dans le même ordre de rappel de principes clairs, Jules Guesde quant à lui :

« Pour nationaliser, il faut la nation, qui ne peut surgir que de la disparition des classes et de leurs antagonismes. Jusque-là (...) il n'y a place que pour l'étatisme, qui double l'exploitation économique de la compression politique. Nationalisation, socialisation ne cesseront d'être une duperie pour devenir une réalité (...) que quand la classe ouvrière se sera emparé de l'État, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses. »

Les gens savent bien qu'une banque étatisée ne leur sera pas forcément plus favorable qu'une privée ou une mutualiste, pour ce qui est de leurs agios, de leurs autorisations de découvert, de leurs crédits aux particuliers. Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas une amélioration des conditions de crédits pour l'immense majorité des gens, c'est le rôle des banques dans l'économie bourgeoise. On voudrait nous persuader qu'au moment même où la bourgeoisie a besoin de l'État, nous y aurions intérêt aussi, pour « contrôler » où va le fric, pour se donner « l'outil » *anticipé* d'une réindustrialisation planifiée ou de quelques chimères nationalistes de gauche à venir (comme si, en nationalisant tout ou partie des banques, la bourgeoisie soulagée préparait *malgré elle* une arme qui servirait contre elle en cas d'alternance électorale dans le cadre du capitalisme, comme si une alternance devait trouver ses outils tous cuits préparés par l'adversaire, comme si nous ne parlions qu'à des jeunes de moins de quarante ans qui n'ont pas connu les nationalisations bancaires de 1981). Laissons aux réformistes et aux pseudo-révolutionnaires leurs illusions. Ne militons pas pour un capitalisme sous « contrôle démocratique », défendons une conception du socialisme qui ne se cantonne pas à « plus d'État » mais propose l'abolition du salariat et de l'économie de marché.

S.J.

Référendum sur la réforme des retraites: bonne idée ou dérivatif ?

Communisme-ouvrier n°4, décembre 2010

Repris dans *Cahiers rouges* en 2012

Alors que les grèves reconductibles s'essoufflaient, puis de plus en plus après les levées de blocage dans les raffineries, les réseaux militants se sont mis à promouvoir l'Appel pour un référendum sur la réforme des retraites lancé par l'hebdomadaire *Politis*, comme un naufragé cherche désespérément une bouée.

Au-delà du fait que c'est illusoire (les textes sur le référendum d'initiative populaire ne sont même pas publiés et risquent de ne pas l'être de si tôt), qu'il s'agit d'un outil de mobilisation bien virtuel après la mobilisation que l'on a connu, il faut s'interroger sur le moment où cette pétition est mise en avant, sur ce qui en fait, sur le terrain, un accompagnement du repli de la lutte réelle.

Tout ce qui pourra être tenté pour reconquérir les droits perdus ne peut être a priori négligé, mais certaines fausses bonnes idées, à un moment donné de la mobilisation, peuvent jouer un rôle contre-productif : étaient-ce vraiment les salarié-e-s grévistes qui misaient et misent encore sur un petit clic devant leur ordinateur ? Est-ce vraiment là tout ce qui resterait désormais à leur proposer comme action ? Il est permis d'en douter.

La vraie vie et la vraie lutte demandent davantage d'efforts pour construire un rapport de force qu'une pétition douteusement appuyée sur un article de la Constitution bourgeoise.

Stéphane Julien

Alors que les grèves reconductibles s'essoufflaient, puis de plus en plus après les levées de blocage dans les raffineries, les réseaux militants se sont mis à promouvoir l'Appel *pour un référendum sur la réforme des retraites* lancé par l'hebdomadaire *Politis*, comme un naufragé cherche désespérément une bouée.

Au-delà du fait que c'est illusoire (les textes sur le référendum d'initiative populaire ne sont même pas publiés et risquent de ne pas l'être de si tôt), qu'il s'agit d'un outil de mobilisation bien virtuel après la mobilisation que l'on a connu, il faut s'interroger sur le moment où cette pétition est mise en avant, sur ce qui en fait, sur le terrain, un accompagnement du repli de la lutte réelle.

Tout ce qui pourra être tenté pour reconquérir les droits perdus ne peut être a priori négligé, mais certaines fausses bonnes idées, à un moment donné de la mobilisation, peuvent jouer un rôle contre-productif : étaient-ce vraiment les salarié-e-s grévistes qui misaient et misent encore sur un petit clic devant leur ordinateur ? Est-ce vraiment là tout ce qui resterait désormais à leur proposer comme action ? Il est permis d'en douter.

La vraie vie et la vraie lutte demandent davantage d'efforts pour construire un rapport de force qu'une pétition douteusement appuyée sur un article de la Constitution bourgeoise.

Normandie: l'Education en lutte

Communisme-ouvrier n°17 février 2012

(première version sur internet sous le titre: « Mardi noir pour l'École » à Caen)

Normandie : l'Education en lutte

Dans l'Éducation nationale, 410 postes sont annoncés supprimés en Basse-Normandie pour la rentrée 2012. Si l'on ajoute que des centaines d'équivalent-postes dont déjà assurés par les heures supplémentaires dans le second degré, cela équivaut à ce qu'on appellerait un plan social dans l'industrie. Ce sont les écoles et les lycées professionnels (-10%) qui sont les plus touchés.

Dans les 88 postes supprimés dans le premier degré pour le seul Calvados, 47 sont des enseignants RASED, ces maîtres spécialisés dans l'aide aux enfants les plus en difficultés dans les écoles, qu'ils aient des difficultés à entrer dans l'apprentissage de la lecture ou à devenir élèves. 2 500 d'entre eux vont être supprimés au niveau national : c'est la mort du dispositif, créé en 1990 en modification d'un précédent, les GAPP, fondés eux en 1976. Dans le même ordre de mépris des élèves les plus fragiles, les 9 maîtres de soutien en zones d'éducation prioritaire disparaissent. Dès l'annonce de ces mesures, les maîtres spécialisés ont diffusé avec succès vers les parents d'élèves un tract-pétition. Une soirée avec projection d'un film sur le travail des RASED a réuni 400 personnes lundi soir à Mézidon-Canon, soit un habitant sur dix.

Dans le premier degré, la journée du 31 janvier était annoncée comme journée d'action, sans grève nationale. 52 départements ont été en grève. A Caen, la grève avait été décidée tard. Ce n'est que jeudi 26 au matin que les écoles apprenaient un appel départemental, sachant que des préavis individuels de 48 heures ouvrables sont désormais imposés et que de nombreuses écoles n'ont pas de fax. Le 31, plusieurs profs du second degré étaient partis tôt le matin pour une manif nationale à Paris. L'AG des grévistes,

en fin de matinée, a eu une participation intéressante (plus qu'à des AG enseignantes durant la lutte sur les retraites de septembre-octobre 2010), ses débats ont été pollués par la campagne pré-présidentielles et la proximité des vacances rend difficile l'action sur la durée. Une camarade de SUD a expliqué à l'AG l'état d'avancement de la régionalisation de l'enseignement professionnel et la transformation des GRETA en GIP, où des fonctionnaires d'État vont perdre leurs statuts et où jeunes apprentis et chômeurs en reclassement vont bientôt cohabiter dans les mêmes murs.

L'après-midi, un rassemblement était organisé devant le Rectorat. Un autre a eu lieu le 1 février devant l'Inspection académique, où 700 personnes se sont mobilisées.

En dépit de conditions difficiles d'organisation (appel tardif imposé par l'ampleur des suppressions et la réactivité des personnels, divisions syndicales sur les suites à donner) et de calendrier (proximité des vacances et des élections), cette journée de grève et la mobilisation des jours précédents ont remis les enseignants dans l'action après la grève catastrophique du 15 décembre dernier, et développé des solidarités avec les parents face à une casse ciblée sur les familles populaires (aides aux difficultés scolaires et enseignement professionnel).

■ Stéphane Julien

7



Préparation de banderoles par les parents d'élèves

La Bataille socialiste pour un mouvement ouvrier vivant

L'Émancipation syndicale et pédagogique juin 2012

Le site "La Bataille Socialiste" assez connu chez les internautes intéressés par les idées révolutionnaires, s'est distingué par la publication de textes d'origines très diverses (mais souvent difficiles à se procurer aujourd'hui). Notre camarade Stéphane Julien, un de ses animateurs, a répondu à nos questions à ce propos...

L'Émancipation: Pourquoi ce nom? Pourquoi fait-il sens pour les animateurs du site?

Stéphane Julien: Le nom aurait pu être différent et il ne faut pas y attacher trop d'importance. La Bataille socialiste a été un nom utilisé deux fois dans l'histoire: dans les années 30 comme pôle de redressement marxiste au sein de la SFIO, et à la Libération par des socialistes dissidents partisans de l'unité d'action avec le PC. Il était "libre" depuis longtemps. Il dégage l'idée de lutte, et que "socialiste" est un mot qui peut être porté par d'autres que ceux qui l'ont depuis si longtemps dévoyé.

E: Quelles sont les raisons de ce projet?

S.J: Les raisons de la genèse du projet sont comme souvent assez accidentelles. Ce qui compte c'est que la mayonnaise ait pris. Les objectifs principaux ont toujours été la diffusion de textes inédits, parfois ardues théoriquement, mais toujours avec un souci pédagogique: nous sommes convaincus de vivre une époque de repli théorique dans l'extrême-gauche, de déculturation. Les courants non staliniens situés à gauche du trotskysme, leurs apports à l'histoire des luttes sociales, sont par exemple quasiment oubliés.

E: Comment fonctionne la Bataille Socialiste? Quelle est son orientation idéologique?

S.J: La "BS" fonctionne sans charte et sans statuts, sur la confiance réciproque. Une trentaine de collaborateurs peuvent discuter sur une liste interne. Chacun a sa clé wordpress pour publier sur le blog. Les règles sont peu nombreuses: on n'agresse jamais un courant politique qui participe de près ou de loin à l'équipe; on n'utilise jamais l'étiquette "Bataille socialiste" pour une signature publique qui entraînerait certains plus loin qu'ils ne le voudraient, c'est un projet de travail, pas une chapelle. Dans la pratique c'est surtout moi qui gère le blog au quotidien. Certains collaborateurs ne sont pas très "internet", je peux recevoir de la documentation à scanner par courrier postal plutôt que par mail. Parfois des inconnus proposent des textes. Lorsqu'ils ne sont pas inédits ou sont dans le commerce, il faut refuser. Il y a une ligne éditoriale je crois, mais une orientation idéologique j'en suis moins sûr: il y a des luxemburgistes, des militants du SPGB (1), des marxistes-humanistes, des communistes-ouvriers, etc. On est certes dans des eaux proches, d'un marxisme libertaire au sens large, hermétique aux thèses conspirationnistes. Peu d'autres sites critiquent la nationalisation des banques ou dénoncent la répression des luttes ouvrières au Venezuela.

E: La Bataille Socialiste entretient-elle des rapports avec des sites de même type? Quelle est sa spécificité par rapport à eux?

S.J: Des rapports proprement dits, d'équipes à équipes, non. Le site qui se rapprocherait peut-être le plus comme projet serait celui des Archives marxistes sur internet, MIA. J'y ai collaboré quelques années. La prise de conscience des défauts de ce site (on ne fait guère de pédagogie en publiant pêle-mêle Marx et Kim-Il-



Sung) a d'ailleurs contribué à la naissance de la "BS". Un site qui fait des choses proches c'est le collectif Smolny. Ils produisent moins, mais sont plus "carrés", ont des cotisants, des programmes de travail calés, etc. Nous c'est le bordel à côté, mais c'est un bordel vivant. Et on se fout de l'édition commerciale: tout sera toujours gratos à la "BS". Un site avec lequel on a des contributeurs en commun, c'est mondialisme.org. Nous avons même envisagé de nous y héberger en constatant des défauts de wordpress (limitation du stockage de données, vulnérabilité face aux malveillances). Mais pour chaque site qui a un contributeur en commun, il y a aussi un projet différent, qui monopolise pour chacun une charge de travail qui n'est pas extensible à l'infini. Tel ou tel site, c'est souvent, grosso modo, un peu plus celui d'un tel ou un tel.

E: Quelles sont les perspectives envisagées pour l'avenir? Y a-t-il des "chantiers" envisagés, et si oui lesquels?

S.J: Les perspectives sont d'abord de recruter. Même si beaucoup de contributeurs sont peu, voire très peu actifs, un projet collectif commence à mourir quand il ne recrute plus. Pour ma part, je privilégie les jeunes (ils ont biologiquement plus d'années devant eux, et c'est d'abord pour eux qu'on ressort les vieux textes des tiroirs), et quand on trouve de jeunes bibliothécaires, ça n'est pas fait pour déplaire. Les chantiers restent en partie les mêmes. On publiera toujours un inédit de Mattick (mais je crois qu'on a presque tout fait, il reste des traductions), on laisse les archives des *Cahiers de l'ISMEA* à Smolny qui a trouvé quelqu'un qui s'en occupe, pour ma part j'utilise désormais le fonds de la bibliothèque de l'Assemblée libertaire de Caen et de nouvelles recrues pourraient fouiller à la BNF. On manque cruellement de traducteurs. Le suivi de l'actualité restera irrégulier, quand c'est utile (agenda, solidarité internationale, critiques jugées nécessaires mais négligées par les autres). Recruter des jeunes et des traducteurs pour continuer ce qu'on fait déjà, voilà en gros nos perspectives.

Propos recueillis par Quentin Dauphiné

(1) Socialist Party of Great Britain, parti marxiste non léniniste.

adresse du site: <http://bataillesocialiste.wordpress.com/>



Recension dans *Échanges* (été 2012)

La Bataille Socialiste pour un mouvement ouvrier vivant

Le site "**La Bataille Socialiste**" assez connu chez les internautes intéressés par les idées révolutionnaires, s'est distingué par la publication de textes d'origines très diverses (mais souvent difficiles à se procurer aujourd'hui). Notre camarade Stéphane Julien, un de ses animateurs, a répondu à nos questions à ce propos...

L'Émancipation : Pourquoi ce nom ? Pourquoi fait-il sens pour les animateurs du site ?

Stéphane Julien : Le nom aurait pu être différent et il ne faut pas y attacher trop d'importance. **La Bataille socialiste** a été un nom utilisé deux fois dans l'histoire : dans les années 30 comme pôle de redressement marxiste au sein de la SFIO, et à la Libération par des socialistes dissidents partisans de l'unité d'action avec le PC. Il était "libre" depuis longtemps. Il dégage l'idée de lutte, et que "socialiste" est un mot qui peut être porté par d'autres que ceux qui l'ont depuis si longtemps dévoyé.

E : Quelles sont les raisons de ce projet ?

S.J : Les raisons de la genèse du projet sont comme souvent assez accidentelles. Ce qui compte c'est que la mayonnaise ait pris. Les objectifs principaux ont toujours été la diffusion de textes inédits, parfois ardues théoriquement, mais toujours avec un souci pédagogique : nous sommes convaincus de vivre une époque de repli théorique dans l'extrême-gauche, de déculturation. Les courants non staliniens situés à gauche du trotskysme, leurs apports à l'histoire des luttes sociales, sont par exemple quasiment oubliés.

E : Comment fonctionne **La Bataille Socialiste** ? Quelle est son orientation idéologique ?

S.J : La "BS" fonctionne sans charte et sans statuts, sur la confiance réciproque. Une trentaine de collaborateurs peuvent discuter sur une liste interne. Chacun a sa clé *wordpress* pour publier sur le blog. Les règles sont peu nombreuses : on n'agresse jamais un courant politique qui participe de près ou de loin à l'équipe ; on n'utilise jamais l'étiquette "*Bataille socialiste*" pour une signature publique qui entraînerait certains plus loin qu'ils ne le voudraient, c'est un projet de travail, pas une chapelle. Dans la pratique c'est surtout moi qui gère le blog au quotidien. Certains collaborateurs ne sont pas très "internet", je peux recevoir de la documentation à scanner par courrier postal plutôt que par mail. Parfois des inconnus proposent des textes. Lorsqu'ils ne sont pas inédits ou sont dans le commerce, il faut refuser. Il y a une ligne éditoriale je crois, mais une orientation idéologique j'en suis moins sûr : il y a des luxemburgistes, des militants du SPGB (1), des marxistes-humanistes, des communistes-ouvriers, etc. On est certes dans des eaux proches, d'un marxisme libertaire au sens large, hermétique aux thèses conspirationnistes. Peu d'autres sites critiquent la nationalisation des banques ou dénoncent la répression des luttes ouvrières au Venezuela.

E : **La Bataille Socialiste** entretient-elle des rapports avec des sites de même type ? Quelle est sa spécificité par rapport à eux ?

S.J : Des rapports proprement dits, d'équipes à équipes, non. Le site qui se rapprocherait peut-être le plus comme projet serait celui des Archives marxistes sur internet, MIA. J'y ai collaboré quelques années. La prise de conscience des défauts de ce site (on ne fait guère de pédagogie en publiant pêle-mêle Marx et Kim-Il-Sung) a d'ailleurs contribué à la naissance de la "BS". Un site qui fait des choses proches c'est le collectif Smolny. Ils produisent moins, mais sont plus "carrés", ont des cotisants, des programmes de travail calés, etc. Nous c'est le bordel à côté, mais c'est un bordel vivant. Et on se fout de l'édition commerciale : tout sera toujours gratos à la "BS".

Un site avec lequel on a des contributeurs en commun, c'est mondialisme.org. Nous avons même envisagé de nous y héberger en constatant des défauts de *wordpress* (limitation du stockage de données, vulnérabilité face aux malveillances). Mais pour chaque site qui a un contributeur en commun, il y a aussi un projet différent, qui monopolise pour chacun une charge de travail qui n'est pas extensible à l'infini. Tel ou tel site, c'est souvent, grosso modo, un peu plus celui d'un tel ou un tel.

E : Quelles sont les perspectives envisagées pour l'avenir ? Y a-t-il des "chantiers" envisagés, et si oui lesquels ?

S.J : Les perspectives sont d'abord de recruter. Même si beaucoup de contributeurs sont peu, voire très peu actifs, un projet collectif commence à mourir quand il ne recrute plus. Pour ma part, je privilégie les jeunes (ils ont biologiquement plus d'années devant eux, et c'est d'abord pour eux qu'on ressort les vieux textes des tiroirs), et quand on trouve de jeunes bibliothécaires, ça n'est pas fait pour déplaire.

Les chantiers restent en partie les mêmes. On publiera toujours un inédit de Mattick (mais je crois qu'on a presque tout fait, il reste des traductions), on laisse les archives des *Cahiers de l'ISMEA* à Smolny qui a trouvé quelqu'un qui s'en occupe, pour ma part j'utilise désormais le fonds de la bibliothèque de l'Assemblée libertaire de Caen et de nouvelles recrues pourraient fouiller à la BNF. On manque cruellement de traducteurs. Le suivi de l'actualité restera irrégulier, quand c'est utile (agenda, solidarité internationale, critiques jugées nécessaires mais négligées par les autres). Recruter des jeunes et des traducteurs pour continuer ce qu'on fait déjà, voilà en gros nos perspectives.

Propos recueillis par Quentin Dauphiné □

adresse du site : <http://bataillesocialiste.wordpress.com/>

(1) Socialist Party of Great Britain, parti marxiste non léniniste.

Entretien avec un chômeur : Les bilans de compétence

La Révolution prolétarienne n°778, septembre 2012

Tu es sans emploi depuis cet hiver, comment s'est passé ton premier contact avec Pôle emploi ? T'y a-t-on informé de tous tes droits ?

Mon premier contact, comme pour tout chômeur ayant déjà été inscrit au Pôle Emploi dans le passé, s'est déroulé via internet afin d'engager la procédure de réinscription. Une réinscription, plutôt simple en soi, avec un dossier rempli en ligne (ou imprimé) que l'on doit ensuite déposer avec des documents demandés, en général : « Attestation ASSEDIC » fourni par l'employeur, les 12 derniers bulletins de salaire, une copie de carte vitale, une copie de la carte d'identité ou titre de séjour pour les travailleurs étrangers et un RIB.

Ensuite, il y a la prise de rendez-vous, également sur la page web de Pôle Emploi, une fois le dossier rempli. J'ai eu trois dates proposées avec des différentes plages horaires.

Mon tout premier rendez-vous avec ma conseillère a été un vrai fiasco. Au lieu d'une demie heure pour l'inscription, l'entretien s'est étalé sur presque deux heures. En effet, la conseillère en question a été issue de l'ancienne ANPE, donc ses compétences concernaient exclusivement l'aide à la recherche d'emploi et non l'inscription qui a été initialement suivie par des agents d'ASSEDIC. Depuis la création du « guichet unique », les employés des deux administrations se sont retrouvés à effectuer des tâches pour lesquelles ils n'avaient aucune formation ni expérience. Même au bout de 3 ans de l'existence du Pôle Emploi, il est, de toute évidence, fréquent de « tomber » sur un conseiller qui ne maîtrise pas toute la démarche imposée par le principe du « guichet unique ». Ce qui était présenté comme une facilité, un progrès, une révolution par le précédent gouvernement s'est avéré être en réalité une machine à gaz dans laquelle ni les employés ni les chômeurs ne se retrouvent : les employés non ou mal formés, les entretiens pour des simples questions administratives comme l'inscription qui s'allongent à l'infini, les dossiers bâclés, les rendez-vous annulés, les logiciels mis à jour continuellement avant que la formation de la version précédente soit fournie... si l'on y rajoute le nombre des personnes à la recherche d'emploi qui augmente, j'ai rapidement compris, par mon expérience, que le Pôle Emploi a beaucoup plus besoin d'aide qu'il ait des capacités réelles à aider qui que ce soit.

Étant donné que la partie de l'entretien réservé à l'inscription a duré trop longtemps, la partie concernant la recherche d'emploi a été tout simplement survolée. Et je précise que c'était justement le domaine de compétence de la conseillère en question, qui avec tous les tracas rencontrés lors de l'inscription, ne me semblait ni motivée ni concentrée pour continuer ce rendez-vous.

Donc, non, je ne pense pas pouvoir dire que j'ai été réellement informé de tous mes droits et de toutes les démarches. La suite de l'entretien s'est limitée à l'essentiel, donc le remplissage automatique du dossier de recherche d'emploi dans le logiciel de Pôle Emploi, histoire de faire une mise à jour du dossier et d'avoir une trace écrite du rendez-vous.

Tu as vite demandé à faire une formation pour changer d'orientation professionnelle, et là, on va t'envoyer vers une structure extérieure passer des bilans de compétences ?

Oui, la formation a été l'une des solutions que j'avais retenues. J'envisageais effectivement une réorientation professionnelle et j'en ai fait part à ma conseillère. Il y avait déjà une recherche et un travail effectué en amont, je savais exactement ce que je voulais. Ce dont j'avais besoin étaient plutôt des moyens et une manière pour y arriver, un coup de pouce puisque la motivation a été réelle, sans perdre beaucoup de temps.

Au lieu d'avoir une réponse concrète à mes interrogations, il m'a été tout simplement dit que le Pôle Emploi n'est plus habilité à effectuer les bilans de compétences (je précise : je savais déjà quelle direction je voulais prendre), et j'ai été effectivement envoyé vers une structure extérieure habilitée à faire un bilan de compétences, faire passer des tests et émettre des préconisations... en fonction de mes compétences mais aussi, et surtout !, en fonction du marché d'emploi.

Le passage par ces bilans de compétence t'a-t-il été présenté comme obligatoire pour une demande de formation ?

Cela ne serait pas obligatoire si j'avais effectué les démarches tout seul par mes propres moyens sans en référer au Pôle Emploi. Mais dans le cadre d'un projet personnalisé de recherche d'emploi qui est impératif

pour chaque demandeur, selon la conseillère que j'ai rencontrée, toute demande de formation passe par un bilan de compétences d'une durée plus ou moins longue qu'il s'agisse d'une validation des acquis, d'un perfectionnement dans le même métier ou d'une réorientation professionnelle. Et toujours par des organisations extérieures au Pôle Emploi, les « sous-traitants ».

Certains organismes de formation n'acceptent pas de candidature si les « enquêtes-métier », qui font partie du bilan de compétences, ne sont pas effectuées. D'autres exigent même un stage de découverte de deux semaines à deux mois.

Tu connais le statut de cet organisme « sous-traitant » ?

En ce qui concerne l'organisme que j'ai fréquenté, il s'agit d'une association de type loi 1901 à but non lucratif. Mais le secteur n'est pas réservé aux associations. Les organisations privées ainsi que les boîtes d'intérim peuvent fournir et fournissent le même type de services. Les partenariats passent aussi par des appels d'offre étant donné que ces organismes sont finalement financés par l'État en fonction du nombre de candidats accompagnés.

Bon nombre d'associations et d'agences privées ont été montées ces deux-trois dernières années.

En général, ces établissements sont aussi des centres de formation et tout simplement les agences d'accompagnement des chômeurs. Des « pôle-emploi » indépendant financés directement par l'État. C'est devenu un secteur d'activité à part entière. Chaque chômeur accompagné est un contrat.

Ces bilans de compétence n'ont pas toujours été externalisés ?

A ma connaissance et selon les dires de ma conseillère, non. Je me rappelle que, lors d'une période de chômage en 2004, ce bilan de compétences m'a été proposé par l'ANPE dans les locaux de l'ANPE et animé par les conseillers de l'ANPE.

A un moment donné, la décision a été prise pour externaliser et sous-traiter ce type de prestations parmi un bon nombre de prestations initialement fournis par l'ANPE et aujourd'hui par les « sous-traitants ». À côté de certains services d'aide aux chômeurs, les conseillers de Pôle Emploi n'interviennent plus dans les entreprises et dans les campagnes de recrutement des entreprises locales comme avant. Cette fonction, anciennement faisant partie de la palette de compétence de l'ANPE, est tout simplement laissée à l'abandon ou plutôt à des prestataires privés.

Quel genre de questions on t'a posé dans ces bilans ?

Mon seul et unique interlocuteur, pour ainsi dire, était un ordinateur ! En effet, les entretiens avec des conseillers se limitent à l'explication de la démarche et, par la suite, l'interprétation des résultats. On est très loin des entretiens avec des « professionnels » susceptibles de repérer les compétences, les motivations et ainsi fixer la démarche à suivre avec un demandeur d'emploi.

Tous les tests se passent sur l'ordinateur et un logiciel spécifique. Il y en avait plusieurs et de différents types. Les tests sur la personnalité, les tests sur les expériences passées et les compétences acquises et les tests sur la recherche réelle et immédiate.

Sans entrer dans les détails et une critique, et il y a de quoi critiquer, je dirai seulement qu'il suffit pour la personne qui passe ces tests de savoir ce qu'il veut et orienter les réponses dans ce sens ce qui « fausse » complètement les résultats. Tout est automatique et il n'y a absolument aucune objectivité. Cela ressemble à certains tests psy que l'on peut parfois passer lors des entretiens de recrutement.

Un camarade du BTP me disait récemment que la boîte d'intérim lui avait fait passer des tests où on lui demandait un moment s'il était prêt à travailler de week-end. As-tu eu affaire à du profilage de corvéabilité de ce genre ?

Oui. Que le test concerne la personnalité, l'expérience pro ou la recherche, les questionnaires sont remplis des questions examinant les « limites » d'une personne et ce qu'elle serait prête à « accepter » dans le cadre de son travail : le travail le week-end, la nuit, le mi-temps, les déplacements, le travail physique, l'impact de la vie familiale sur l'emploi et son contraire etc.

Cela va même jusqu'à tester la personnalité par rapport à son environnement : comment se comporte-t-on avec les collègues ? aime-t-on avoir un encadrement direct et présent ? Que fait-on dans le cas d'un conflit entre un collègue et un supérieur ?!

Je regarde les résultats du bilan : des profils pré-établis avec un pourcentage atteint dans chacun d'entre eux. Ça me fait penser aux tests des magazines "féminins".

J'ai pensé exactement la même chose. Et je crois bien que le principe soit le même. Chaque réponse comporte un nombre de points, positifs et négatifs, le cumul de ces points, indépendamment de la question posée, donne en quelque sorte les « traits de la personnalité » du candidat. Cette personnalité, ainsi que l'expérience pro sont ensuite calquées sur les métiers correspondants relevés par les tests, et on choisit la « formule gagnante ». Et encore, il faut que cette combinaison corresponde à une demande sur le marché du travail, sinon le candidat est renvoyé à la case départ ou est invité à chercher une alternative.

Ces tests réduisent chaque candidat à un pourcentage et un profil type. Ils sont réducteurs.

Un de ces organismes où tu as passé les bilans fait parler de lui actuellement sur la ville avec la mise en examen de sa directrice. La marchandisation des services, c'est pas comme du profit tiré de la production, c'est un secteur où l'on imagine facilement la possibilité d'abus et de combines ?

La directrice a été même condamnée récemment. J'ai entendu parler de cette affaire lors de mon passage dans cette association. Le personnel a été assez embarrassé par mes questions mais d'après ce que j'ai compris, « trafiquer » les fiches de présence des candidats est assez courant dans le milieu. En l'occurrence, cette ex directrice condamnée le faisait assez régulièrement pour le compte de l'organisation mais aussi pour son compte personnel.

Comme je l'ai dit plus tôt, aujourd'hui, il y a un réel « marché » de l'accompagnement des chômeurs. Chaque chômeur est un contrat. Je n'ai pas trouvé des chiffres exacts mais selon certaines sources, UNEDIC verse plus de 2500 € pour un chômeur accompagné auxquels s'ajoutent les primes si la personne retrouve un emploi. Donc le montant touché par ces organismes pour chaque chômeur peut facilement dépasser 4000 € ! On est arrivé à générer le profit sur le dos des chômeurs !

Il y a déjà des abus signaler par le personnel de ces organismes, très largement exploité, : le fait de faire signer à des chômeurs des entretiens qui n'ont jamais eu lieu, le fait d'abandonner les dossiers, un fois la moitié de la subvention de l'état versée, sachant alors que le suivi des chômeurs n'est plus rentable, les fausses fiches de présence pour les séances de bilan de compétences ou de formation etc.

Récemment, il y a eu le cas d'une agence qui s'est montée dans le sud de la France et qui a décroché un contrat avec UNEDIC pour le suivi de 600 candidats. Le problème c'est que cette agence avait seulement deux employés et n'avait même pas de locaux. Les portes sont donc ouvertes à tout type d'abus.

Finalemnt où en es tu de ta demande de formation ?

Au même stade qu'il y a plus de 6 mois. Je sais toujours ce que je voudrais faire, et sûrement pas « grâce » à ce bilan de compétence, mais une fois devant les centres de formation, les portes sont fermées. Pour certaines formations, très utiles avec un réel besoin sur le marché du travail, il n'y a tout simplement pas assez de places vu le nombre de candidats. Donc, on s'inscrit sur les listes d'attente et on attend, ou on cherche une alternative, ou on abandonne complètement le projet.

Néanmoins, avec tout le budget gaspillé dans cette histoire des prestataires externes qui profitent sur le dos des chômeurs, il y a de quoi créer des nouvelles places dans les centres de formation.

Une nouvelle preuve que l'État et celles et ceux qui nous gouvernent sont bien loin de nos réalités et nos conditions à nous.

(Entretien réalisé par Stéphane Julien)



Reprise des boîtes par les salariés ?

Communisme-ouvrier n°24, septembre 2012

Reprise des boîtes par les salariés ?

Les licenciements en chaîne en période de crise sont une des difficultés concrètes et immédiates qui se posent aux salarié-e-s. Parmi la palette des solutions envisagées est réapparue celle de la reprise de l'entreprise par les salarié-e-s en coopérative ouvrière de production. Que faut-il en penser ? Ne fait-on pas nôtre le slogan traditionnel : si les patrons ont besoin de nous, nous n'avons pas besoins d'eux ? En France, 80 entreprises en liquidation judiciaire ont été reprises par des salarié-e-s entre 2006 et 2010. En 2010, les 10 jours de relance de la production « sous contrôle ouvrier » de Philips EGP à Dreux ont marqué les esprits. En 2012, la reprise en Scop de Seafrance a fait parler d'elle : l'activité doit redémarrer ces jours-ci mais avec seulement 120 salarié-e-s sur 880. Alors que l'autogestion pratiquée en 1973 à LIP (manufacture horlogère à Besançon), c'était maintenir les différences de salaires en attendant un repreneur (« on fabrique, on vend, on se paie »), la coopération peut permettre d'aller plus loin, dans le temps (on n'attend plus un repreneur, on est le repreneur) et dans l'organisation. Dans leur immense majorité, les coopératives (21 000 en France) n'ont rien à voir avec des reprises par les salarié-e-s, et il est peu probable que ce soit le meilleur contexte pour en démarrer une. Elles ne sont pas forcément entièrement aux salarié-e-s car en droit français, la Scop peut ouvrir 49 % de son capital social à l'extérieur. Mais en se plaçant d'un point de vue coopérateur strict, comme l'envisageaient nos anciens, la coopération est en effet une forme davantage inspirée des principes socialistes : non seulement on se passe du patron mais on travaille entre égaux. Il ne faut toutefois pas s'illusionner : que ce soit *autogestion* ou *coopération*, on reste dans un environnement capitaliste et l'on ne construira pas le socialisme dans une seule entreprise, tout comme le socialisme ne sera pas une forme autogérée, démocratique, de capitalisme. Si la Scop est en difficulté, on y sera dans l'auto-exploitation et la difficulté de maintenir un carnet de commandes qui puisse faire travailler tout le monde, quand tout le monde a lutté. Si elle se développe dans les contraintes du marché, on risque fort d'être dans l'exploitation par le noyau coopérateur d'un volant de précaires. Ce n'est donc ni la solution à tous les maux de la crise capitaliste ni une préfiguration automatique de la société à venir : c'est aux travailleurs de chaque entreprise de décider collectivement si c'est la meilleure, ou la moins mauvaise des sorties de lutte qui se présentent à eux, et ce sans illusions.

■ Stéphane Julien

Le mythe de la révolution bolivarienne

Communisme-ouvrier n°26, novembre 2012

Hugo Chavez, régulièrement vu en compagnie des dictateurs sanguinaires comme Ahmadinejad, capitalise aussi une certaine sympathie chez certains militants de « gauche », voir chez les hommes politiques se présentant de gauche comme par exemple Jean-Luc Melenchon. Le Venezuela est d'ailleurs vénéré et présenté comme un exemple à suivre de la part d'une partie de « gauche » française et européenne et la réélection de Chavez a été chaudement saluée. Mais qu'en est-il vraiment ?

Stéphane Julien : Ce n'est pas nouveau qu'une partie de la gauche internationale soit sourde et aveugle dans son soutien à tout démagogue qui se drape d'un discours anti-impérialiste, ou pour être plus précis anti-américain. C'est d'autant plus "naturel" que depuis l'isolement puis la dégénérescence de la révolution russe dans les années 1920 nombre de militants misent sur des fractions soi-disant "progressistes" des bourgeoisies nationales et confondent socialisme et capitalisme d'Etat.

Fondamentalement, c'est toujours l'idée puissante, même si elle n'est que rarement exprimée avec franchise, que la classe ouvrière internationale est incapable de porter elle-même la révolution, qui explique ces tactiques de repli. La gauche française, notamment, est fortement marquée par le nationalisme de gauche hérité de sa période stalinienne social-patriote. La posture du gouvernement vénézuélien lui rappelle Cuba, et on essaie de ne pas être trop regardant sur les rapports concernant les droits humains dans le pays (Human Right Watch, Provea...), la criminalisation des luttes sociales, le soutien aux dictatures, les importants accords commerciaux avec l'Iran... Un militant libertaire vénézuélien a publié un livre démontrant la "révolution comme spectacle". Mais au fond, je ne crois pas que les militants européens soient dupés par ce spectacle, je crois que ça les arrange bien d'y croire. Ceux qui défendent le régime vénézuélien ne sont tout simplement pas des défenseurs de l'autonomie ouvrière.

Stéphane, tu suis depuis quelque temps les actualités de Venezuela venant directement des camarades sur place avec lesquels tu as des contacts. Avant de parler des dernières élections, quelles étaient la situation et la réalité des travailleuses et travailleurs en Venezuela avant les élections ?

Le Venezuela est un pays très riche, c'est un des premiers producteurs de pétrole. Mais c'est un pays avec une très forte inflation. Les travailleurs doivent donc lutter constamment contre l'érosion de leur pouvoir d'achat. C'est d'autant plus difficile que les conventions collectives peinent à être renouvelées, voire respectées, avec la complicité des syndicalistes chavistes. Les syndicalistes indépendants gagnent donc du terrain régulièrement dans les grandes entreprises d'Etat. Le Venezuela est aussi un pays qui cumule des retards d'équipements et d'infrastructure avec des projets de redistribution de la rente pétrolière valorisés de façon électoraliste. On inaugure des missions sanitaires alors que l'hôpital est délabré, ou un parc d'immeubles flambant neufs alors que l'urbanisme reste catastrophique. Les casquettes et petits drapeaux chavistes de service font évidemment des heureux, mais tout cela relève d'une distribution discrétionnaire du haut vers le bas. La rente pétrolière n'est absolument pas sous contrôle des travailleurs.

C'est dans ce contexte que la répression syndicale est vraiment le sujet qui fâche, qui doit fâcher, et le cas de Ruben Gonzalez, persécuté depuis des années pour avoir mené une grève et pour garder la confiance des travailleurs de Ferrominera Orinoco qui le réélisent à leur tête, est emblématique.

Nous avons déjà relayé plusieurs campagne en défense de Ruben Gonzalez, avec trop peu de soutiens en Europe (l'organisation anglaise AWL est un des rares groupes politiques européens à partager nos efforts).

Pendant ces élections, il y a eu un candidat « ouvrier ». Qu'as-tu à nous dire sur lui ?

Il y a deux groupes politiques vénézuéliens fiables qui militent notamment contre la criminalisation des luttes ouvrières, ce sont le journal anarchiste *El Libertario* et le groupe trotskiste affilié à l'Unité internationale des travailleurs (qui se réclame de Nahuel Moreno). Ces camarades trotskistes ont fait un travail impressionnant dans le syndicalisme. Certains d'entre eux ont été assassinés il y a quelques années. C'est un des plus connus de ces militants, Orlando Chirino, qui a été candidat aux dernières présidentielles "contre les deux pôles de la bourgeoisie". Son programme n'est certes pas le nôtre, il ne relève pas de notre logique de socialisme immédiat, refusant les programmes transitionnels pour s'attaquer à l'économie marchande, mais le contexte de criminalisation des luttes ouvrières et de supercherie pseudo-anti-impérialiste défendant Khadafi, Assad et

Ahmadinejad suffisait largement à ce qu'il ait notre sympathie.

Donc, Chavez a été réélu. Qu'est ce que cela implique pour la suite des luttes, selon toi ? Quelle est et sera la réponse de la classe ouvrière ?

Je suppose que comme dans beaucoup d'endroit, la classe ouvrière s'est parfois abstenue, et a parfois voté pour ce qu'elle croyait le "moins pire", elle n'a rien à attendre de la droite vénézuélienne. Chavez est malade, il ne finira peut-être pas ce dernier mandat. Là-bas comme partout, la lutte de classe continue.



Deux procès au Venezuela

Jeudi 7 février s'est ouvert le procès contre les associations *Homo et Natura* (défense des droits des populations autochtones) et *Provea* (défense des droits humains) pour leur soutien à une manifestation yukpa en 2010. Les Yukpa sont victimes des propriétaires fonciers et des intérêts miniers. On veut punir ces deux organisations pour avoir exprimé leur solidarité avec la protestation Yukpa, avoir diffusé des infos à ce sujet, et fourni un soutien logistique.

Le procès en pénal de Ruben Gonzalez est à nouveau reporté, au 10 avril. Arrêté en 2009 pour faits de grève, sa peine de 7 ans de prison avait été annulée suite à une mobilisation internationale. Ruben Gonzalez est la figure la plus emblématique de la criminalisation de la protestation sociale au Venezuela.

SJ

Brève dans *Communisme-ouvrier* N°30 (mars 2013)

Le dialogue et la guerre civile

Critique sociale n°25, mars 2013

Thierry Le Paon, nouveau dirigeant de la C.G.T., donne un interview dans le magazine du Conseil régional de Basse-Normandie où il déclare : « *le jour où des patrons ne discuteront plus avec les syndicats, nous serons en guerre civile* ». L'aveu est intéressant, et peut être lu de différentes façons. Les plus anti-syndicaux diront probablement : le jour où les syndicats ne discuteront plus avec les patrons, ce sera la Révolution. Ce serait certes une distorsion de ce qu'a voulu dire le syndicaliste qui est plutôt de l'ordre : nous sommes incontournables, indispensables, à l'ordre bourgeois certes mais dans un sens un plutôt petit peu menaçant. Thierry Le Paon a grandi à l'école stalinienne : pas d'auto-organisation des luttes, mais encadrement strict car il n'y a rien en dehors de l'organisation.

Plusieurs groupes communistes anti-staliniens ont développé il y a déjà longtemps une posture radicalement anti-syndicale : le syndicalisme est intégré à l'État bourgeois, il freine, entrave, sabote ou détourne la lutte de classe selon les nuances ou les circonstances. Cette dimension d'intégration est à tempérer par :

1. la distinction entre le syndicat de base et la bureaucratie syndicale. La plupart des militants de base, protégés de l'arbitraire patronal par l'interface juridique de la forme syndicale et assurés de quelques moyens par la permanence organisationnelle (cotisations hors périodes de lutte, etc.), font un travail honnête de défense de leurs collègues dans les boîtes, même si, lorsqu'ils deviennent permanents, aucun n'est à l'abri de la tentation d'une carrière bureaucratique pantouflarde.

2. une contradiction, une tension intrinsèque qui fait que le syndicalisme reste un minimum sous la pression de sa base, de ses objectifs affichés de défense des salariés, qui fait que lorsque une lutte d'ampleur nationale est impulsée par le haut, par la bureaucratie syndicale, comme dans les luttes en France sur les retraites, avec des plateformes (pas de retrait, union large), des modalités (pas de grève générale) et des calendriers (journées saute-moutons) perdants, la pression en cas de forte mobilisation contraint le schéma initial à se renforcer un peu (on augmente la fréquence des journées d'action, on laisse les grèves se multiplier, on laisse les jaunes signer seuls l'accord de capitulation, etc.).

La « question syndicale » est à considérer à la fois en tant que prolétaire et en tant que révolutionnaire, sur le terrain de la lutte de classe au quotidien : mettre en avant systématiquement les A.G., dénoncer l'imposture du « dialogue social » tout en acceptant des négociations, notamment salariales, basées sur le rapport de forces, sur la lutte de classe au quotidien des exploités-e-s. La Révolution ne viendra pas des syndicats, mais elle ne viendra pas davantage de la phraséologie de ceux qui dédaignent systématiquement la lutte sur le terrain économique.

Le dialogue et la guerre civile

Thierry Lepaon, nouveau dirigeant de la C.G.T., donne un interview dans le magazine du Conseil régional de Basse-Normandie où il déclare : « *le jour où des patrons ne discuteront plus avec les syndicats, nous serons en guerre civile* ». L'aveu est intéressant, et peut être lu de différentes façons. Les plus anti-syndicaux diront probablement : le jour où les syndicats ne discuteront plus avec les patrons, ce sera la Révolution. Ce serait certes une distorsion de ce qu'a voulu dire le syndicaliste qui est plutôt de l'ordre : nous sommes incontournables, indispensables, à l'ordre bourgeois certes mais dans un sens plutôt un petit peu menaçant. Thierry Lepaon a grandi à l'école stalinienne : pas d'auto-organisation des luttes, mais encadrement strict car il n'y a rien en dehors de l'organisation.



Plusieurs groupes communistes anti-staliniens ont développé il y a déjà longtemps une posture radicalement anti-syndicale : le syndicalisme est intégré à l'État bourgeois, il freine, entrave, sabote ou détourne la lutte de classe selon les nuances ou les circonstances. Cette dimension d'intégration est à tempérer par :

1. la distinction entre le syndicat de base et la bureaucratie syndicale. La plupart des militants de base, protégés de l'arbitraire patronal par l'interface juridique de la forme syndicale et assurés de quelques moyens par la permanence organisationnelle (cotisations hors périodes de lutte, etc.), font un travail honnête de défense de leurs collègues dans les boîtes, même si, lorsqu'ils deviennent permanents, aucun n'est à l'abri de la tentation d'une carrière bureaucratique pantouflarde.

2. une contradiction, une tension intrinsèque qui fait que le syndicalisme reste un minimum sous la pression de sa base, de ses objectifs affichés de défense des salariés, qui fait que lorsque une lutte d'ampleur nationale est impulsée par le haut, par la bureaucratie syndicale, comme dans les luttes en France sur les retraites, avec des plateformes (pas de retrait, union large), des modalités (pas de grève générale) et des calendriers (journées saute-moutons) perdants, la pression en cas de forte mobilisation contraint le schéma initial à se renforcer un peu (on augmente la fréquence des journées d'action, on laisse les grèves se multiplier, on laisse les jaunes signer seuls l'accord de capitulation, etc.).

La « question syndicale » est à considérer à la fois en tant que prolétaire et en tant que révolutionnaire, sur le terrain de la lutte de classe au quotidien : mettre en avant systématiquement les A.G., dénoncer l'imposture du « dialogue social » tout en acceptant des négociations dans le cadre d'améliorations, notamment salariales, basées sur le rapport de forces, sur la lutte de classe au quotidien des exploités-e-s. La Révolution ne viendra pas des syndicats, mais elle ne viendra pas davantage de la phraséologie de ceux qui dédaignent systématiquement la lutte sur le terrain économique.

¹ Reflets n° 89, mars-avril 2013, pp. 28-29.

Congrès de la FSU: entretien avec Quentin Dauphiné

La Révolution prolétarienne n°780, mars 2013

Quentin Dauphiné tu rentres du congrès national de la FSU où tu étais dans la délégation de la tendance Émancipation. Dans quel contexte s'inscrivait ce congrès. Quels sont les dossiers les plus brûlants et quel est l'état de la mobilisation des personnels de l'Éducation nationale ?

Ce congrès s'inscrivait dans un contexte particulier : il s'ouvrait à la veille d'une grève importante des personnels des écoles, dans le prolongement d'une dynamique de mobilisation qui s'amplifiait depuis la rentrée de janvier.

Dans cette situation, les dossiers les plus brûlants pour la FSU étaient ceux liés à la politique éducative du gouvernement. Il programme en effet une série de "réformes" : sur les "rythmes scolaires", la "loi d'orientation sur l'école", les lois sur l'enseignement supérieur, sur la décentralisation... il y a là une vraie cohérence, celle de la poursuite et de l'accentuation de la transformation de l'école publique pour répondre encore davantage aux besoins du capitalisme (la logique des "compétences" opposées aux savoirs scolaires, aux diplômes reconnus par les conventions collectives). Le décret sur le "rythmes scolaires" en est la première pierre : il amorce la soumission de l'école primaire aux pouvoirs locaux, de même que les autres niveaux du système seraient mis sous la tutelle des collectivités territoriales et du patronat.

Dès lors, loin d'une mobilisation corporatiste (même si cet aspect joue toujours un rôle), la mobilisation des instituteurs et professeurs d'école, mais aussi du personnel communal dans nombre d'endroits... a pris de l'ampleur : il y a une prise de conscience que ce qui se joue n'est pas seulement le fait de travailler quatre jours et demi dans les écoles, mais aussi l'indépendance de l'école publique et laïque face aux pouvoirs locaux (fondement de ladite école), la question des inégalités... autant de problèmes fédérateurs qui expliquent la mobilisation grandissante.

Dans les autres secteurs de l'éducation, la mobilisation reste moindre. Mais là aussi la réalité se fait sentir : la préparation de la rentrée scolaire montre que les conditions de travail ne s'améliorent pas dans les collèges et lycées ; dans l'université, la nocivité de la loi en préparation entraîne de premiers rassemblements, des grèves ici ou là...

Quelles ont été les principales interventions de ta tendance à ce congrès ?

Elles ont consisté surtout à intervenir sur trois questions fondamentales pour nous. Au préalable, je rappelle qu'Émancipation est une tendance se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, une tendance nettement minoritaire dans la FSU (je ne compte pas les tendances qui sont des pseudopodes d'organisations politiques).



Rassemblement d'enseignants devant l'Inspection académique du Calvados

Nous ne sommes pas les seuls, loin de là, à être intervenus sur les positions que je vais décrire.

Pour nous, il fallait tout d'abord que la FSU soit au côté de personnels en lutte : un congrès syndical peut-il se tenir tranquillement pendant que dans toute la France les personnels sont en grève et en manifestation ? Nous avons proposé de suspendre les travaux du congrès pour aller manifester, de débattre d'un dispositif d'action pour amplifier la mobilisation : par la grève, en s'appuyant sur l'auto-organisation de la lutte par les personnels. Car le gouvernement compte sur les zones de départ en vacances pour que le mouvement s'éteigne. Autre problématique d'action : la lutte pour le retrait du projet de loi transposant l'accord interprofessionnel CFDT/MEDEF, qui pose la question de la grève interpro public-privé.

Ensuite, nous sommes intervenus pour que la FSU s'oppose clairement aux projets gouvernementaux, en demandant leur retrait au lieu de s'engluer dans un "dialogue social" qui sert surtout au gouvernement pour faire passer ses projets.

Enfin, plus généralement, nous avons proposé que la FSU s'oriente vers un syndicalisme orienté vers la rupture avec le capitalisme : en changeant ses structures et son type de syndicalisme (développement des structures locales intercatégorielles, syndicalisme encourageant le développement des structures de luttes). En se dotant de revendications clairement en rupture avec l'ordre dominant (sur la xénophobie d'État et les sans-papiers, la précarité, la sécurité sociale et les retraites). Et dans son domaine spécifique qui est celui du secteur éducatif, en portant un projet émancipateur pour une école sans hiérarchie entre les savoirs, égalitaire et démocratique... sans rien lâcher sur les acquis actuels de l'école publique qui sont souvent à reconquérir (statuts, laïcité...)

Avons-nous été entendus ? La direction de la FSU a peu modifié son orientation même si certaines positions plus combattives sur tel ou tel sujet ont été adoptées. Elle ne rompt pas avec un accompagnement plus ou moins critique de la politique gouvernementale, comme la plupart des directions syndicales. Dans le même temps, les propositions que nous portions ont trouvé un écho parfois inattendu (de 10% à 25% du congrès, voire davantage), dans le cadre d'un congrès pourtant bien "tenu" par l'appareil syndical.

Quel regard portes-tu sur le syndicalisme enseignant d'aujourd'hui ?

Ce syndicalisme est capable d'une grande capacité de mobilisation, car il est encore assez bien implanté chez les personnels. C'est pourquoi j'y milite : pour prendre en main leur destin et s'engager dans la lutte, les personnels s'empareront de l'outil syndical en même temps qu'ils développeront leurs propres structures de lutte.

Dans le même temps, ce syndicalisme issu de la FEN s'accroche à l'idée d'une époque révolue où il y avait du "grain à moudre", des marges de négociations pour le pouvoir en place : c'est leur fameuse revendication du "dialogue social". Sauf que ni le patronat ni le gouvernement n'en veulent, dès lors on ne peut plus compter sur les rituelles "journées d'action" en guise de rapport de forces... l'avenir du syndicalisme enseignant se joue dans cette contradiction : s'accommoder de la société et de l'école existantes avec les reculs que cela implique, ou sortir d'un réformisme routinier et créer les possibilités d'un changement de société articulé à des revendications immédiates. La Charte d'Amiens avait déjà répondu à cette problématique !

Entretien réalisé par Stéphane Julien

Entretien avec le biographe de Fernand Lorient

La Révolution prolétarienne n°780, mars 2013

- Julien Chuzeville tu viens de publier la première biographie de Fernand Lorient (*), un des fondateurs du PCF et, pour moi qui suis instituteur, une grande figure du syndicalisme enseignant. D'où t'es venu ton intérêt pour Lorient ?

En m'intéressant à l'histoire du mouvement ouvrier en France dans la première moitié du XX^e siècle, en particulier sur la période 1914-1939. Parmi la poignée des plus actifs pacifistes en 14-18, on trouve Lorient. Parmi les principaux fondateurs du PC en 1920, on trouve Lorient. Parmi les premiers communistes oppositionnels au milieu des années 1920, on trouve Lorient. Mais souvent il n'était mentionné qu'en passant, et on ne voyait pas le lien entre ses engagements successifs. A un moment j'ai eu envie de savoir : qui au juste était ce type ? Je n'ai pas été déçu. Au départ, je voulais juste écrire un article sur lui, mais au fur et à mesure, étant donné ce que je trouvais, ça s'est transformé en une biographie.

- Les relations entre Fernand Lorient et Pierre Monatte sont anciennes et chaleureuses. Ce sont deux syndicalistes qui résistent à l'Union sacrée pendant la guerre, et deux communistes qui ne feront pas de vieux os au nouveau Parti...

Lorient et Monatte avaient en commun un attachement à la CGT syndicaliste révolutionnaire des années 1900-1910. Ils tenaient tous deux fortement à l'unité syndicale. Par contre Lorient était nettement plus intégré à sa fédération professionnelle que Monatte, qui lui mettait plus l'accent sur la nécessaire vitalité des bourses du travail et des unions locales et départementales.

Au-delà de Lorient et Monatte, il y a plus largement un groupe de militants importants qui ont été contre la guerre au sein du Comité pour la reprise des relations internationales, puis au PC au début des années 1920, puis communistes oppositionnels. Il est remarquable que l'on retrouve ces mêmes militants aux avant-postes, dans des contextes différents, au fil des années.

- Lorsqu'est fondée la Révolution prolétarienne en 1925, Lorient reste encore un peu au PCF avant de rejoindre la RP. Il est pourtant déjà oppositionnel. Qu'espère-t-il pouvoir encore y faire de l'intérieur ?

En 1925 les principaux fondateurs de la RP venaient d'être exclus du PC, mais ils n'appelaient pas pour autant leurs sympathisants à le quitter : pour ce courant il s'agissait de défendre une orientation communiste indépendante et oppositionnelle, à la fois dans et hors du PC. Il faut avoir à l'esprit qu'à l'époque on ne savait évidemment pas quelle serait la suite de l'évolution de ce parti : on sait aujourd'hui que la pente était fatale, mais à l'époque ces militants veulent croire à un possible « redressement ». Et puis il ne faut pas oublier que Lorient avait grandement travaillé à la création du PC, et qu'il était difficile pour lui de considérer cette organisation comme irrémédiablement perdue. Finalement, il finit par s'y résoudre début 1926 en démissionnant. Mais certains oppositionnels continuent leur action dans le parti, par exemple Marcel Hasfeld n'en est exclu qu'en décembre 1927.

Et puis, il s'agissait en restant dans le PC d'être au contact des militants et d'éviter qu'ils ne se fassent entraîner dans la « bolchevisation ». Les oppositionnels parlaient de ne pas « abandonner » les militants à la direction inféodée à Moscou. Ils avaient d'ailleurs une audience dans le parti, comme le montre la « lettre des 250 » d'octobre 1925, qui sera finalement signée par 280 militants du PC.

- Des figures comme Lorient nous donnent l'image de militants d'une autre époque, complètement dévoués et désintéressés à toute "carrière". Crois-tu possible que nous retrouvions de tels militants de premier plan dans la société d'aujourd'hui ?

Ces militants avaient été formés par le contact avec un milieu militant, et par des circonstances exceptionnelles. Adhérer à la CGT telle qu'elle existait en 1906, en ayant pleine conscience de l'esprit de ses statuts, c'est en soi un contexte particulier.

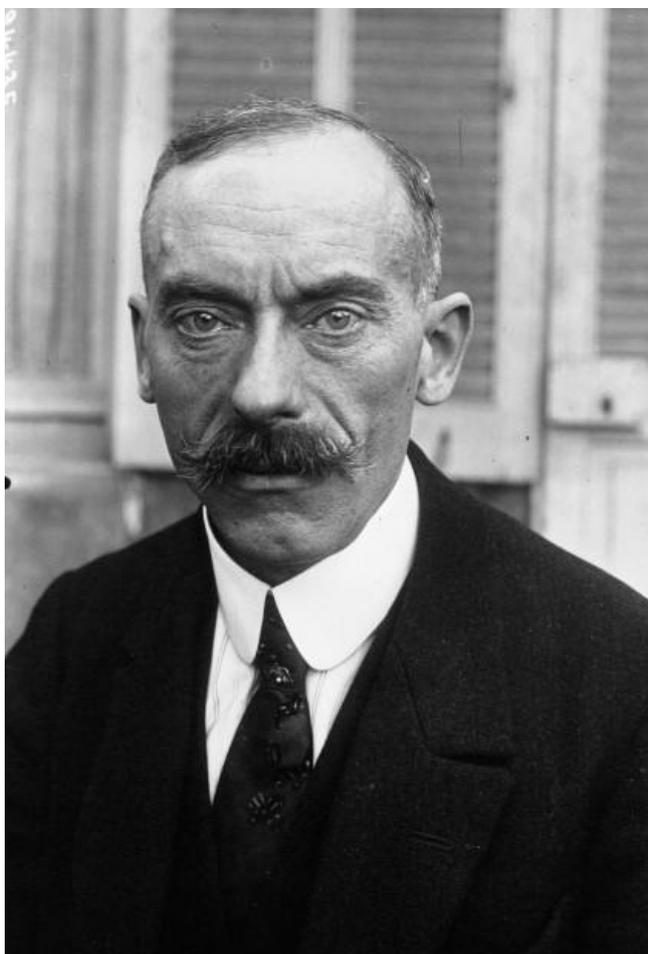
Aujourd'hui comme alors, il existe des militants parfaitement honnêtes et sérieux. On peut par contre se poser la question du fonctionnement des organisations actuelles, de ces multiples syndicats qui existent, et se

demander s'ils ne font pas de fait une sorte de « promotion » des militants par la médiocrité. Il y a un siècle, il y avait extrêmement peu de permanents syndicaux. Je ne parle pas des décharges partielles, mais des militants qui sont permanents à temps complet depuis des années voire des décennies. Ce sont eux qui tiennent les appareils, et qui « sélectionnent » les militants. Un tel système ne favorise pas l'émergence de ce type de militants, qui vont au contraire se trouver en butte à bien des obstacles.

Mais pour répondre à la question, c'est évidemment possible que ça arrive de nouveau. De tels militants existent certainement aujourd'hui à la base : on le verra si les circonstances permettent qu'ils s'expriment pleinement, dans le cadre de puissantes luttes sociales à la fois unitaires et auto-organisées.

Entretien réalisé par Stéphane Julien

(*) **Julien Chuzeville, *Fernand Lorient, le fondateur oublié du Parti communiste***, Éditions L'Harmattan, collection Historiques – série « Travaux », Paris, 2012. 237 pages, ISBN 978-2-336-00119-7.



Fernand Lorient

Expulsion des étrangers des centres d'hébergement : Une lutte autour d'un lieu réquisitionné à Caen

La Révolution prolétarienne n°782, septembre 2013

Depuis la fin juin, des militant-e-s ont réquisitionné à Caen un foyer inoccupé à Caen pour y installer des familles à la rue, expulsées des centres d'hébergement. Une quarantaine de personnes ont pu y être logées, dont une douzaine d'enfants. Elles ont été hébergées dans un ancien foyer d'urgence inoccupé, au 202 rue de Bayeux à Caen. La plupart sont demandeuses d'asile, et relèvent d'une obligation de l'État à les loger. Avant la décision d'ouvrir un squat, il y a eu des manifestations et un campement de tentes en centre-ville entraînant une promesse de relogement bafouée par le préfet. Le Collectif 14 pour le respect des droits des étrangers, un cartel d'organisations politiques, associatives et syndicales, qui menait la mobilisation, s'est retrouvé devant une sorte d'impasse et a été "doublé" par une A.G. de lutte contre toutes les expulsions, plus large et plus combative. Le Collectif 14 a continué à exister comme interface pour les rencontres avec la préfecture tandis que la vie quotidienne du lieu et les organisations d'actions se faisaient par AG. Ces actions ont consisté en:

- des manifestations en centre ville tous les lundis, tout l'été, avec pour slogans: "*Quelque soit leur nationalité, solidarité avec les expulsé-e-s, réquisition des logements vides*" et "*Un logement pour tous, des papiers pour tous*",
- deux recours en justice: un au tribunal administratif pour faire valoir une obligation de relogement d'une famille, l'autre au tribunal d'instance contre l'ordonnance d'expulsion,
- un rassemblement lors de la visite d'une ministre à Caen (une délégation fut reçue),
- une brève occupation du bureau du directeur du bailleur social propriétaire du lieu et ayant demandé l'expulsion (Calvados habitat)
- des diffusions de tracts et bulletins (4 pages) de l'AG sur les 4 marchés de la ville et lors des manifs,
- des diffusions de tracts traduits en mongol, russe, anglais et albanais auprès des immigrés par les étrangers eux-mêmes,
- un week-end et des soirées porte-ouvertes avec concert ou projection de films sur le lieu réquisitionné.

L'A.G. "plénière" s'est réunie deux fois par semaine en juillet, une fois par semaine en août, tandis que plusieurs commissions et des AG d'habitants ont pu aussi fonctionner. Le lieu réquisitionné a de l'électricité, du gaz et de l'eau chaude. Les enfants jouent dans une cour intérieure fermée. La cuisine est collective.

Parmi les difficultés de cette lutte, il y a eu au moins 3 soucis: définir des revendications (quel relogement ? régularisation de tous les sans papiers...), faire participer à égalité les étrangers résidents tant au fonctionnement autogéré du lieu qu'à la lutte (avec les difficultés de traductions), et gérer la pénurie de militants pendant les vacances scolaires.

Il y a eu des polémiques internes sur l'insuffisante autogestion du lieu (un militant français s'est notamment autoproclamé responsable des clés donnant accès aux stocks de vêtements et de nourriture); ou sur le fait qu'il y ait une recommandation d'appeler le 115 tous les jours et d'accepter ne serait-ce qu'une nuit (deux jeunes femmes sont venues témoigner avoir eu peur pour leur sécurité après avoir été hébergées une nuit par le 115 au milieu d'hommes alcoolisés).

Enfin et surtout, cette lutte locale a des difficultés à établir des liaisons avec ce qui a pu se faire dans d'autres villes confrontées à la même situation.

Le tribunal d'instance de Caen rendra le 10 septembre une décision relative à la demande d'annulation de l'expulsion du lieu demandée par notre avocat. Même en cas de décision défavorable, les militant-e-s caennais sont déterminé-e-s à continuer cette lutte aux côtés des familles. Pour beaucoup d'entre nous c'est d'ores et déjà une expérience militante humainement très riche.

Stéphane Julien

Présentation de Solidarité Irak

mars 2015

L'association Solidarité Irak a été créée lors de la 3^{ème} guerre du Golfe en 2003 par des militants français de gauche et d'extrême-gauche qui n'étaient pas satisfaits du mouvement anti-guerre de l'époque et qui voulaient une assoc certes contre la guerre, mais aussi en solidarité avec les luttes sociales et féministes en Irak même, faire connaître ces luttes et mettre en avant un point de vue de classe à la différence de tendances anti-impérialistes solidaires de la « résistance » islamiste.

Ces luttes étaient, et sont encore, menées par des orgas comme le Parti communiste-ouvrier, la Fédération des conseils ouvriers et syndicats et l'Organisation pour la liberté des femmes. Un gros travail de traductions a été mené, des brochures publiées, un livre édité en 2007 *Résistances irakiennes, Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme* dont l'auteur Nicolas Dessaux a été invité ici même en novembre dernier.

Plusieurs militantes et militants d'Irak ont été invité-e-s en France, notamment Houzan Mahmoud en 2004 et 2007.

Dashty Jamal que nous recevons ce soir avait déjà fait une tournée en France en 2005 (Paris, Besançon, Saint-Pourçain, Grenoble, Lille, Lyon), à l'époque il représentait le syndicat des chômeurs en Irak.

L'association SI a connu ensuite une baisse d'activité, le groupe parisien s'étant disloqué et le groupe lyonnais ayant mis en avant une autre association. Sur Caen, Solidarité Irak participe à toutes les mobilisations en faveur de Kobanê depuis plusieurs mois, et un virement d'une centaine d'euros a encore été envoyé fin décembre à l'Organisation pour la liberté des femmes.

Le site est solidariteirak.org. On peut aussi retrouver sur infokiosques.net la brochure prête à imprimer « Luttes sociales en Irak » qui a mixé en 2009 des traductions de l'ex-SIA de Caen et de Solidarité Irak.

Compte-rendu de la venue de Dashty Jamal à Caen

Dans le cadre d'une mobilisation depuis plusieurs mois en solidarité avec les luttes sociales et féministes au Moyen-Orient, Dashty Jamal, secrétaire de la Fédération internationale des réfugiés irakiens et militant du Parti communiste-ouvrier du Kurdistan, est venu à Caen le mercredi 25 mars 2015.

Il a été interviewé pour l'émission *Racailles* diffusée sur Radio Bazarnaom (92.3 FM, mise en ligne sur internet), et a donné une conférence à l'Université de Caen où il a notamment évoqué la priorité de lutter contre l'État islamique, « nouveau fascisme », les camps de réfugiés, les milices d'autodéfense, la réalité de l'oppression des femmes et de la répression des luttes ouvrières en Irak et au Kurdistan autonome. Une collecte de 85 euros à la fin de la réunion publique a été reversée pour la Fédération internationale des réfugiés irakiens, et un don de 500 euros pour les partis communistes-ouvriers d'Irak et du Kurdistan a été remis à Dashty Jamal par les militants caennais.

S.J.

La Révolution prolétarienne N°789

Révolution : La spéculation sur le comment et la nécessité du pourquoi

Critique sociale n°35, mai-juin 2015

A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure. (Rosa Luxemburg, 1918)

Pour la plupart des gens, pour la plupart des militant-e-s eux-mêmes, une révolution c'est une insurrection de masse qui débouche sur un changement d'équipe au pouvoir¹. Pour un révolutionnaire, ce devrait pourtant être : pour un renversement du capitalisme, pour l'élaboration d'une autre société : une révolution *sociale*.

Deux révolutions du siècle dernier sont emblématiques pour avoir poussé loin le changement de l'ordre social : la russe en 1917 et l'espagnole en 1936. S'il faut revenir très rapidement sur celles-ci, c'est qu'elle imprègnent, voire encadrent l'imaginaire révolutionnaire d'aujourd'hui. Toutes deux sont issues d'une classe travailleuse en armes : les soldats russes par exemple se solidarisent de la population, retournent en février 1917 leurs armes contre leurs officiers qui leur demandaient de tirer sur leurs frères et sœurs manifestant-e-s, refusant de recommencer les massacres de 1905 ; les ouvriers espagnols prennent d'assaut les dépôts d'armes à l'annonce du pronunciamiento franquiste. L'imaginaire révolutionnaire en est durablement resté : *une révolution c'est le peuple en armes*. En France c'est d'autant plus vrai que les révolutions françaises des XVIII^e et XIX^e siècles avaient aussi cette configuration, l'hymne républicain lui-même chantant « Aux armes citoyens ! ».

Ces révolutions échouent toutes deux rapidement pour des raisons qui ne restent pas facilement lisibles d'emblée.

La révolution russe est comprise comme une rapide dégénérescence bureaucratique, le Parti-Etat et les directeurs et techniciens qu'il nomme se substituant aux Conseils, puis une équipe « méchante » s'installant à la tête du Parti-Etat avec Staline². Peu de militant-e-s considèrent qu'en amont, en explication de cette dégénérescence, les bolcheviks n'avaient pas d'idée claire de ce que pouvait être le socialisme économique, et que c'était là un problème partagé par toute la social-démocratie de l'époque. Le socialisme était juste conçu comme un collectivisme plus rationnel que le capitalisme. Au sortir de la guerre civile, les bolcheviks restaurent une normalité de marché, la NEP. L'économie soviétique restera un capitalisme d'État qui opérera l'accumulation de capital et une industrialisation lourde rapide et forcée.

La révolution espagnole est comprise comme martyrisée par le fascisme. C'est vrai, mais lorsque les fascistes obtinrent la victoire militaire, il ne restait déjà plus grand chose de révolutionnaire en Espagne grâce au travail de contre-révolution interne menée par le stalinisme, avec la complicité d'une direction de la CNT qui avait refusé le pouvoir aux premières semaines de l'insurrection, puis appelé les ouvriers barcelonais à déposer les armes en mai 1937. L'expérience autogestionnaire qui a été ébauchée, notamment en Catalogne, fait encore aujourd'hui l'objet d'une admiration acritique³.

Bien des militant-e-s d'aujourd'hui, quand on prend le temps de discuter avec elles et eux, ont plus ou moins en tête un schéma révolutionnaire directement inspiré des exemples de la première moitié du XX^e siècle: insurrection de masse (grève générale expropriatrice, manifestations), prise du pouvoir (social par en bas et/ou politique par en haut reste une variante) et défense militaire face à la contre-révolution, soit quelque-chose qui ressemble à une *dictature du prolétariat* qui ne dit pas son nom, probablement parce que plus grand monde ne se rappelle que c'est comme ça qu'on l'appelait. Il faut dire que l'histoire malheureuse de l'expression explique son refoulement. Mais dans leurs représentations, les militant-e-s peuvent avoir intégré des schémas tout en en rejetant l'expression.

1 À part pour les chavistes pour lesquels une « révolution » ce n'est que la propagande d'un caudillo populiste.

2 Depuis 90 ans les trotskystes veulent nous faire croire qu'il en aurait été tout autrement avec une autre direction et qu'il n'y avait pas de problème sous celle de Lénine.

3 Dans un livre paru récemment chez Spartacus, Josep Rebull, militant du P.O.U.M., parlait de « capitalisme syndical ».

Il est difficile et souvent vain de faire des pronostics sur les situations révolutionnaires de demain. Les révolutions sont l'œuvre des masses elles-mêmes. On a vu le sort récent des révolutions arabes, on sait que le capitalisme sera encore secoué de graves crises, on sait aussi qu'une grave crise économique ne débouche pas forcément sur une révolution mais aussi par exemple sur la guerre ou le fascisme. Le pourrissement, l'effondrement du capitalisme que certain-e-s se contenteraient d'attendre peut donner toutes sortes de fruits, y compris des fruits amers.

Une situation révolutionnaire, quand elle est là, est surtout *riche de potentialités*. Et c'est là que les révolutionnaires ont besoin de savoir dans quelle *direction* agir au sein du mouvement réel des masses : dans un sens anti-bureaucratique en mettant partout en avant des A.G., oui bien sûr, mais pas seulement. La généralisation des A.G. comme outil réel des luttes autogérées est un principe qui reste heureusement vivant, dans la pratique des luttes économiques dans les entreprises et dans la culture d'une partie de l'extrême-gauche. Mais quel programme défendre ? Des *révolutionnaires* devraient aussi promouvoir le socialisme conçu comme alternative radicale au capitalisme, avec une nouvelle organisation de la production et de la distribution, l'entrée dans une économie non marchande par la généralisation de la gratuité, car toute mobilisation s'essouffle si elle croit ses objectifs atteints ou inatteignables. Il est nécessaire, et c'est loin d'être le cas aujourd'hui, que les gens croient *possible* une alternative au capitalisme, quelque-soit l'emballage (néo-libéral, keynésien ou bureaucratique d'État) de celui-ci.

Alors que l'imaginaire « insurrectionnel » sur les moyens s'est arrêté aux vieilles révolutions d'autrefois, l'imaginaire « utopique » sur la fin est devenu atone. Développer ce *croire possible*, c'est une tâche essentielle qui commence maintenant, qui a même commencé il y a longtemps, qui s'est souvent perdue mais qui doit être reprise avec sérieux. Pour qu'on croit quelque-chose d'autre *possible*, il faudrait déjà qu'on en ait une idée parce qu'on nous en a parlé. Dans une situation révolutionnaire (franche, majoritaire, ascendante), le principal ennemi contre-révolutionnaire ne serait peut-être pas celui qu'on croit, qu'on peut affronter sur un « front militaire », cet ennemi ce serait peut-être tout simplement nous-mêmes car on ne saurait plus ce que peut-être le socialisme comme proposition d'alternative globale et qu'on aurait fait tout ça pour rien, ou pas grand-chose au final. Il n'y aura de réelle *potentialité* révolutionnaire en *situation* révolutionnaire que si l'idée même de révolution radicale se développe à nouveau dans la classe travailleuse. Il nous faut reparler du socialisme, de ce qu'il n'est pas : la poursuite de l'exploitation (fût-elle sous « contrôle ») et de ce qu'il sera : l'abolition du salariat, l'émancipation réelle et complète par elle-même de la classe exploitée, notre émancipation par nous-mêmes.



Stéphane Julien, né en 1964, père de deux jeunes adultes, est enseignant du premier degré depuis 1985. Il a été secrétaire national minoritaire du principal syndicat de son secteur, le SNUipp-FSU, de 2001 à 2007. Élu puis réélu par les syndiqué-e-s sans aucun soutien, il n'a pas souhaité se présenter pour un troisième mandat et a alors aidé à l'élection d'un collègue d'une tendance syndicaliste révolutionnaire. Il anime depuis le blog *La Bataille socialiste* où il a contribué à faire connaître des textes inédits du marxisme libertaire. Il collabore à plusieurs revues et continue de militer sur le terrain.

Autres brochures gratuites disponibles en ligne au format pdf :

- **11 notes de lecture militantes** (Lulu.com, 2012)
- **Luttes des femmes en Irak 2011-2012** (Solidarité Irak, 2012)
- **Israël-Palestine** (La Bataille socialiste, 2012)

